



PREMIER MINISTRE

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

N° 1217 / 10 / SG

Paris, le 13 SEP. 2010

à

Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux des  
ministères

Objet : moratoire sur l'adoption de nouvelles normes concernant les collectivités territoriales – implications sur la procédure d'élaboration des textes réglementaires.

Réf. : circulaire du Premier ministre du 6 juillet 2010 relative au moratoire applicable à l'adoption de mesures réglementaires concernant les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, publiée au *Journal officiel* de la République française du 7 juillet.

Par la circulaire du 6 juillet 2010 citée en référence, le Premier ministre a précisé la portée du moratoire sur l'adoption de nouvelles normes réglementaires concernant les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics, annoncé par le Président de République à l'issue de la deuxième conférence sur le déficit.

La mise en œuvre de ces instructions implique des adaptations de la procédure suivie pour l'élaboration des actes réglementaires entrant dans le champ de ce moratoire, tel qu'il est défini par la circulaire du Premier ministre.

De manière à ce que soient fournis au Premier ministre tous éléments d'appréciation utiles quant à leur portée, je vous demande de veiller à ce qu'après instruction interservices, les projets de textes entrant dans le champ du moratoire me soient communiqués par vos soins accompagnés des éléments qui vous paraîtraient propres à justifier de la nécessité de leur adoption et à faire apparaître leur portée. Le dossier transmis au secrétariat général du Gouvernement devra notamment comporter le projet de fiche d'impact financier correspondant au modèle prévu pour la consultation de la commission consultative d'évaluation des normes, y compris dans les cas où les incidences apparaissent minimes, indirectes ou difficiles à mesurer pour les finances locales.

Après avoir recueilli les instructions du cabinet du Premier ministre, le secrétariat général du Gouvernement vous indiquera s'il y a lieu de poursuivre dans la procédure préparatoire à l'adoption de ces actes par une saisine de la commission consultative d'évaluation des normes.

Je rappelle par ailleurs que lorsqu'elle est directement saisie par les ministères de projets de textes réglementaires d'application des lois ou commandés par le droit européen ou international, qui échappent au moratoire, la commission consultative d'évaluation des normes doit être destinataire d'un rapport de présentation et d'une fiche d'impact financier faisant précisément apparaître que le contenu du projet n'excède pas les mesures requises par la norme supérieure à mettre en oeuvre. L'intervention du secrétariat général du Gouvernement peut être sollicitée, sur votre demande, afin que soit soumise à l'appréciation du Premier ministre la faculté de demander à la commission un examen du projet en urgence ou en extrême urgence.



Serge LASVIGNES